

<p style="text-align: center;">MAIRIE</p> <p style="text-align: center;">DE</p> <p style="text-align: center;">LE MAZEAU</p> <p style="text-align: center;">(Vendée)</p>	<p style="text-align: center;">EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS</p> <p style="text-align: center;">DU CONSEIL MUNICIPAL</p> <hr/> <p style="text-align: center;">DEL-2022-05-01</p>
--	---

L'an deux mil vingt-deux, le dix-neuf mai, le Conseil Municipal de la Commune de LE MAZEAU, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. BORDET Bernard, Maire.

Nbre de Conseillers

PRESENTS : Mmes BOUHIER BONNEAU B., VEILLAT-FABIEN F., MM BORDET B., BRETON P., BRISSON N., DRUEZ R., LUCAS S.

En exercice : 10

Présents : 8

Votants : 8

Convocation : 12 mai 2022

EXCUSEES : M^{me} GRONIER E., GROUSSET S.

Secrétaire de séance : M^{me} HERHARD Anne Marie

OBJET : ELABORATION D'UNE CARTE COMMUNALE

Annule et remplace : DEL-2022-01-02 du 27 janvier 2022

Monsieur le Maire rappelle que la commune est actuellement régie par le Règlement National d'Urbanisme qui ne répond pas toujours aux spécificités du territoire communal.

Il est donc souhaitable que le conseil municipal réfléchisse en concertation avec les habitants, à partir des objectifs qu'il aura définis, à la délimitation de secteurs constructibles et non constructibles afin de mieux organiser et de maîtriser le développement communal ;

Dans ces conditions, il est nécessaire que le Conseil Municipal décide l'élaboration d'une carte communale.

Vu la loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;

Vu la loi du 2 juillet 2003, Urbanisme et Habitat ;

Vu la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Vu la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi « ELAN ».

Vu, la loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Vu la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Vu, le SCOT Sud Est Vendée approuvé le 21 avril 2021 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.160-1 au L.163-10, et R.161-1 au R.163-9 relatifs aux cartes communales ;

Considérant que l'établissement d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal aurait un intérêt pour une bonne gestion du développement communal à savoir ;

- la nécessité de prendre en compte le SCOT Sud Est Vendée approuvé le 21 avril 2021 ;
- le besoin de maîtriser le développement de la commune en harmonie avec son environnement ;
- le souhait de protéger et de valoriser le patrimoine bâti, naturel et paysager de la commune ;
- le besoin de développer et préserver l'activité agricole.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide

:

Article 1 : De prescrire l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions de l'article L 160-1 du code de l'urbanisme.

Article 2 : De confier la réalisation des études nécessaires à un bureau d'études privé.

Article 3 : De soumettre à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, les études relatives au projet d'élaboration de la carte communale, selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier d'études en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants,
- Rencontre des porteurs de projets sollicitant la mairie.

Article 4 : de charger Monsieur le Maire de l'organisation matérielle de ladite concertation ;

Article 5 : De donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant, marché, convention de prestations ou de services concernant l'élaboration de la carte communale.

Article 6 : D'inscrire au budget les crédits destinés au financement des dépenses relatives à l'élaboration de la carte communale.

Article 7 : De demander que M. Le Préfet de la Vendée porte à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à l'élaboration du document d'urbanisme.

Article 8 : De soumettre la carte communale pour avis à la chambre d'agriculture et à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La présente délibération sera notifiée au Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire,



#signature#

B. BORDET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,